

# Indre-et-Loire | actualité

## aide sociale à l'enfance : quelle réalité ?

# « L'aide à l'enfance manque clairement de moyens »

Matthieu Plou, directeur de l'association La Sauvegarde, alerte sur la situation financière des acteurs de la protection de l'enfance en Touraine. Entretien.

L'association qu'il dirige est partenaire du Département dans la prise en charge de la protection de l'enfance depuis 1946. Matthieu Plou, directeur de La Sauvegarde, alerte sur les moyens des acteurs du secteur. Et défend l'image de professionnels contraints d'exercer dans des conditions toujours plus dégradées.

**Le Département fait état d'une forte hausse des besoins ces dernières années. Quel regard portez-vous sur la situation et les moyens pour y faire face ?**

**Matthieu Plou :** « L'aide sociale à l'enfance manque clairement de moyens. Les besoins ont largement augmenté, et on est dans un secteur qui est de moins en moins attractif. Les salaires des éducateurs sont bloqués : en vingt ans, ils ont perdu 30 % de pouvoir d'achat. On a de plus en plus de mal à recruter, les conditions de travail se dégradent. Dans une maison d'enfant, un éducateur qui débute va toucher un peu plus qu'un Smic. Mais il travaille un week-end sur deux, le soir, tôt le matin. Il est confronté à des enfants qui sont en difficulté, qui peuvent avoir des comportements troublants voire agressifs. Et on ne peut pas financer de mesures d'attractivité vu qu'on est déjà dans des situations de financement très contraintes. »



Matthieu Plou, directeur général de l'association La Sauvegarde, à Tours, le 18 mai. (Photos NR, Julien Pruvost)

**On serait donc loin du compte, selon vous ?**

« La question, c'est aussi de savoir ce qu'on veut pour ces enfants-là. Est-ce qu'on considère que mettre dix enfants dans une unité de vie avec deux éducateurs le soir, c'est acceptable ? Moi, ma réponse est non. Déjà quand on a trois enfants à qui il faut faire faire leurs devoirs le soir, c'est compliqué. En plus, nous, on accueille des enfants qui ont vécu des traumatismes, donc qui ont des besoins supplémentaires. On a des enfants qui ont vraiment des troubles importants du comportement, des troubles de l'attachement.

Tout cela ne se répare pas juste en faisant du gardiennage. Ça demande des professionnels formés et beaucoup de temps disponible. »

**L'aide sociale à l'enfance a fait l'actualité récemment pour des questions de mauvais traitements. Ces affaires pèsent-elles dans le quotidien des professionnels ?**

« Ça fait clairement partie du paysage. La maltraitance est un des risques majeurs. On travaille dans des conditions dégradées depuis longtemps, on a un problème d'attractivité donc on a des professionnels d'expérience qui ont quitté le secteur. On accueille beaucoup

d'enfants. Le risque est réel mais le traitement médiatique de ces affaires a fait beaucoup de mal au secteur. »

**Reste que des affaires ont existé...**

« Sans nier la réalité, on ne présente les choses que sous cet axe-là quand on laisse penser que le problème est uniquement lié aux personnes qui travaillent auprès des enfants, sans se soucier de enjeux structurels qui créent des situations aussi dégradées... Est-ce que c'est la seule image que l'on donne des professionnels qui s'investissent du mieux qu'ils le peuvent en étant mal payés ? À quel moment on se soucie des moyens qu'on donne aux organismes pour prévenir ces risques-là ? »

**Il y a une question d'image, selon vous ?**

« Curieusement, quand on fait le parallèle avec les soignants, on ne se pose pas la question de la même manière : dans les reportages sur la situation catastrophique des urgences dans certains hôpitaux, à aucun moment on ne va incriminer les soignants. On va dire que c'est le système qui ne permet pas aux soignants de bien faire le travail. Quand on a les mêmes reportages sur la protection de l'enfance, ce sont les professionnels qui ne font pas bien leur job. On ne s'interroge jamais sur la situation qui fait qu'on en arrive là. »

## le chiffre

# 3.650

**C'est le nombre d'enfants qui font l'objet d'une mesure dans le cadre de la protection de l'enfance en Indre-et-Loire.** Ce chiffre est composé pour moitié d'enfants suivis en milieu ouvert, c'est-à-dire qu'ils restent domiciliés dans leur famille. L'autre moitié représente les enfants confiés, ceux qui font l'objet d'une mesure de placement. Ce chiffre est en augmentation de près de 20 % par rapport à 2020. Entre les mesures de prévention et de placement, le budget de la protection de l'enfance, compétence du Département, s'élève à 107 millions d'euros. Il était de 73 millions d'euros en 2020.

## la phrase

**« Il y a de plus en plus d'enfants qui vont mal. Il y a de moins en moins de prises en charge des enfants qui vont mal car on est totalement surchargé. »**

Le constat est celui de **Valérie Jabot, vice-présidente du Conseil départemental**, chargée de la prévention et de la protection de l'enfance. « *Ce n'est pas une vue de l'esprit : on est débordé* », ajoute l'élue. La situation n'est pas propre à l'Indre-et-Loire – « *tous les départements sont en difficulté* », souligne Valérie Jabot – et s'applique à d'autres secteurs de la prise en charge des enfants en souffrance. La vice-présidente du Département en veut pour preuve la liste d'attente dans les centres médico-psychologiques (CMP). « *Le rendez-vous dans un CMP, c'est à peu près un an. En attendant, il est chez nous. Avec tout l'impact que cela peut avoir sur lui et son environnement.* »

## la question

**Qui fait quoi dans la protection de l'enfance ?**

La protection de l'enfance est la compétence du Conseil départemental, qui traite avec différentes associations et fondations habilitées à agir dans ce domaine. Dans la plupart des cas, les procédures démarrent par un signalement à la Cellule de recueil des informations préoccupantes (Crip), structure du Département qui évalue les situations. En cas de décision de placement, prise par le juge des enfants, les enfants sont soit confiés aux 300 assistants familiaux du Département, soit à l'un des six opérateurs avec lesquels le Département a passé des conventions : La Sauvegarde, la Croix-Rouge, la Fondation des apprentis d'Auteuil, Action enfance, Union pour l'enfance (anciennement Montjoie) et le Groupe SOS.

## ••• Éducateur spécialisé, métier exposé

Une crise à gérer, un rendez-vous chez le médecin à prendre, un repas à préparer, un bilan de prise en charge à rédiger... En Indre-et-Loire, comme ailleurs, pas de protection de l'enfance sans éducateurs spécialisés. Un métier aux multiples facettes avec une constante : la prise directe avec les difficultés rencontrées par les enfants avec qui ces professionnels partagent, de fait, leur vie. Pas toujours facile, dans ces conditions, de séparer vie privée et vie professionnelle.



Au foyer de La Chaumette, à Joué-lès-Tours, six éducateurs se partagent la prise en charge des enfants accueillis.

**« Si on reste, c'est qu'on y trouve quelque chose »**  
« On donne beaucoup de nous. Donc on ramène beaucoup chez nous. J'arrive à me protéger, mais parfois l'empathie prend le dessus et on dépasse la limite,

en termes de distance, que l'on nous enseigne à l'école », confie Laurine, éducatrice à La Chaumette, un foyer géré par l'association La Sauvegarde à Joué-lès-Tours. « Il y a des jeunes qui ne voient quasiment jamais

leurs parents. Ils n'ont que nous. La semaine dernière, par exemple, un jeune a quitté le service. Il a fait un bout de chemin ici. Il y avait de l'émotion. »  
« C'est un métier où on est mis face aux problèmes de société

dont on parle tous les jours. Mais on ne parle jamais des éducateurs spécialisés », regrette Sophie, éducatrice spécialisée à l'association La Sauvegarde depuis trente-cinq ans. Dans le métier, les carrières sont éprouvantes. Et les changements de poste fréquents. « *Quand on arrive dans une unité de vie où l'équipe est là depuis deux ou trois ans, on se dit que c'est stable* », explique Suzanne, autre éducatrice. « *Cette stabilité, c'est un gage d'efficacité pour l'équipe et de sécurité pour les jeunes* », selon son collègue Marius. À La Chaumette, tous vantent une équipe soudée. Qui permet de faire face aux difficultés inhérentes au métier. « *Si on reste, c'est qu'on y trouve tous quelque chose* », résume Laurine.

## aide sociale à l'enfance : quelle réalité ?

# Une jeunesse sur un fil

En Touraine, plus de 1.800 enfants sont « placés » par l'aide sociale à l'enfance dans diverses structures. Reportage dans l'une d'elles, le foyer de La Chaumette, géré par l'association La Sauvegarde.

**J'**ai appris le piano chez ma grand-mère. Dans un coin de la salle nommée « espace détente », Minso (1), 13 ans, joue *Vive le vent* sur un instrument légèrement désaccordé. À côté de lui, sur le canapé, deux adolescents scrollent sur leur téléphone portable pendant qu'une troisième met la table (c'est son tour de service). Tout le monde est en pyjama, les douches ont été prises, les machines à laver sont lancées. Il est environ 19h et le repas du soir se prépare à La Chaumette. Bientôt, la dizaine de personnes qui se trouve là passera à table. Une scène banale dans un lieu où le quotidien ne l'est pourtant pas toujours. Dans ce foyer de Joué-lès-Tours vivent neuf jeunes aux parcours de vie déjà cabossés, confiés par décision judiciaire à l'association La Sauvegarde, un des partenaires du Département dans la protection de l'enfance.



Dans la chambre de Lou (1), 14 ans, actuellement seule fille du foyer de La Chaumette à Joué-lès-Tours. (Photos NR, Julien Pruvost)

**« C'est chiant mais je sais que c'est pour mon bien »**

Difficultés sociales et matérielles, carences éducatives, mises en danger... Si les neuf occupants de la Chaumette, âgés de 12 à 16 ans, sont là, c'est parce que leurs familles ne sont plus en mesure de s'occuper d'eux. « Ce sont des enfants qui ont vécu des situations d'insécurité », résume Sophie, trente-cinq ans de carrière, une des trois éducatrices spécialisées du foyer. La structure compte également trois moniteurs éducatifs, une maîtresse de maison et deux surveillants. Les membres de cette équipe éducative se relaient pour assurer une présence 24 heures sur 24, 365 jours par an, auprès des enfants. La moitié des pensionnaires est là depuis plusieurs années. À 12 ans, Nicolas est pris

en charge par La Sauvegarde depuis neuf ans. « Avant, j'étais dans le groupe des plus petits. Et avant La Sauvegarde, j'étais dans des familles d'accueil. » Entre deux parties de console, Nicolas confie ses envies d'ailleurs. « Je vais bientôt peut-être changer d'association. Ça fait trop longtemps que je suis dedans, j'aimerais voir de nouvelles personnes. » Ce soir-là, il doit aller manger chez sa mère, en présence d'une intervenante familiale. Avant de partir, il nous montre sa chambre, l'une des six du bâtiment. Les motos et les voitures y ont une bonne place. « Bientôt, il y a les 24 Heures du Mans ! » Sa chambre, Minso, a eu du mal à la quitter, ce mardi soir. Suzanne, une éducatrice spécialisée, a dû plusieurs fois lui rappeler la règle : la douche doit être prise entre 18h et 19h. À ce passage obligé dans la salle de bains, l'adolescent préfère ses livres et

ses puzzles. « Je suis un vrai fan de livres, je ne sais plus où les ranger. Je fais aussi des puzzles, ça m'aide à me détendre quand je suis stressé », explique le jeune garçon, à l'éloquence parfois bluffante. « On me dit souvent que j'ai un discours élaboré, mais c'est que j'aime faire bonne impression. J'aime bien parler, mais parfois, je préfère rester seul dans ma chambre. Parfois aussi, je suis en colère. Et là, je dis d'autres paroles. »

### « Les violences physiques ne sont pas rares »

Élève d'un Itep (institut thérapeutique éducatif et pédagogique), Minso se livre très facilement sur ce foyer devenu son chez lui. « Ici, ce n'est pas comme la vie de tous les jours. On vit en collectivité, notre intimité n'est pas à l'abri des regards. Il y a des règles. Je ne dirais pas qu'elles sont strictes, je dirais qu'elles sont précises. Toutes les person-

nes qui vivent ici ont des situations familiales compliquées. Parfois, cela débouche sur des conflits. » Est-ce la présence de deux journalistes qui, ce jour-là, a apaisé l'atmosphère ? Probable. En tout cas, pendant quelques heures sur place, aucun débordement n'est venu troubler la vie du foyer. Pourtant, à La Chaumette, le quotidien est souvent agité. « Il y a des insultes tous les jours, entre les enfants mais aussi envers l'équipe. Les situations de violences physiques ne sont pas rares », indique Suzanne. « Il y a parfois des crises, il peut y avoir des coups », abonde Sophie. Ces derniers mois, plusieurs faits de violence ont été signalés. Seule une situation a débouché sur une plainte, déposée collectivement par les éducateurs. Si La Sauvegarde encourage l'équipe à porter plainte, pas facile de franchir le pas pour des éducateurs en première li-

gne au quotidien. « On nous invite à porter plainte mais, le lendemain il faut revenir sur le terrain, au contact des enfants. Et il y a aussi leurs entourages à gérer », détaille Suzanne. Environ 80 % des enfants accueillis à La Chaumette souffrent de troubles du comportement ou de déficience intellectuelle, reconnus comme handicaps. Ils sont scolarisés dans différents établissements (collèges à Joué-lès-Tours, Luyne, Montbazou, Tours, Itep ou IME). Tous pratiquent des activités en plus de leurs cours et reçoivent un peu d'argent de poche (entre 23 et 42€ mensuels, versés par La Sauvegarde). Arrivée il y a un peu plus d'un an, Lou pratique la danse hip-hop au centre social de la Vallée-Violette, à Joué-lès-Tours. À 14 ans, elle est la seule fille du foyer. « Il y a des garçons partout, ça m'agace. J'aimerais bien qu'il y ait une autre fille. Ça fait longtemps que je demande. »

### Deux mineurs non accompagnés sur 9 enfants

David, lui, se dépense en jouant au badminton. « C'est pas nul, c'est pas le top du top mais ça passe. » Il se rend tous les jours à l'Itep de Tours-nord mais bifurquera l'année prochaine vers un Itep professionnel à Mettray. « En août, ça fera quatre ans que je suis ici. Avant, j'étais à la Bergeonnerie (une autre unité de la vie de La Sauvegarde). Ici, c'est chiant, mais je sais que c'est pour mon bien. On n'a pas le choix. Au fur et à mesure, on s'habitue. » En attendant de voir autre chose, David scrolle sur son téléphone portable, avant le dîner. À côté de lui, Timy fait de même. « Je regarde des vidéos de GTA 5. J'aime bien les voitures. Les Porsche, tout ça... » À 15 ans, il fait partie des trois pensionnaires logés dans des studios, à l'extérieur du bâtiment. Outre Timy, deux mineurs non accompagnés y sont accueillis : Ahmid, venu d'Égypte, et Ousmane, originaire de Guinée. Ces trois-là jouissent d'un peu plus d'autonomie et disposent d'une cuisine à eux. Timy préfère encore manger avec la collectivité. Même s'il fait la moue à la lecture du menu du jour. Les repas sont préparés et livrés par la cuisine centrale de l'association, située à deux pas. Ce soir, c'est « poisson tex-mex et ratatouille ». Le repas est servi à 19h30. L'heure de laisser La Chaumette et ses occupants.

(1) Tous les prénoms des enfants ont été modifiés.

**Dossier écrit par Julien Prault et illustré par Julien Pruvost**



L'heure du repas, partagé tous les soirs entre les éducateurs et les enfants.



L'apprentissage de l'autonomie : Timy (1) fait sa lessive, sous les conseils de Suzanne, une éducatrice du foyer.